

GRÈVE DANS L'ÉDUCATION

La guerre des chiffres

Poursuite aujourd'hui de la grève dans le secteur de l'éducation. L'Unpef sera aujourd'hui seule sur le terrain de la contestation. Le Snapest qui avait débrayé pendant deux jours décidera de la suite à donner à son mouvement ce week-end en attendant que le Cnapest rejoigne le mouvement mardi prochain. Entre les syndicats et la tutelle, la guerre des chiffres fait rage.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)

- Second jour de grève hier dans le secteur de l'éducation. Comme le veut la tradition, ministère de l'Education et syndicats ne tombent pas d'accord sur le taux de suivi. Pour le Snapest et l'Unpef, l'adhésion des travailleurs du secteur est forte tandis que le département de Baba Ahmed minimise le taux de suivi.

Pour Meziane Meriane, cette polémique qui accompagne tous les mouvements de protestation est stérile car, au-delà des taux de suivi, il s'agit aujourd'hui de passer du stade des promesses à celui des engagements clairs.

Le coordonnateur national du Snapest estime que nul ne peut reprocher à un syndicat de pro-

tester et que si la tutelle reconnaît aujourd'hui que le statut particulier des travailleurs contient des défaillances, elle doit absolument s'engager à le réviser. Il ne s'agit pas, dit-il, de le faire dans l'immédiat mais de s'engager à le faire selon un échéancier qui devra être respecté et non pas de gagner du temps ou de fuir ses responsabilités.

Meriane rappelle que l'exclusion des syndicats est à l'origine des dysfonctionnements de ce statut aujourd'hui contesté. Le partenaire social avait en effet été écarté de la dernière réunion devant servir à finaliser la mouture du statut. Meriane dit comprendre qu'entre administrations, il y ait eu des concessions



Meziane Meriane

qui ont été faites. C'est justement pour les dénoncer que les enseignants du secondaire étaient en grève dimanche et lundi. Un mouvement qui risque de reprendre en début de semai-

ne. Le Snapest réunira en effet ce week-end son bureau national pour discuter des conclusions des assemblées générales qui se sont tenues hier au niveau des établissements sco-

lares. La grève se poursuivra cependant aujourd'hui puisque l'Unpef avait opté pour une semaine renouvelable. Ses adhérents au niveau des trois paliers sont appelés à maintenir intacte la pression sur le ministère de tutelle.

Une grève qui ne concerne pas uniquement les enseignants mais les corps communs également. Dès mardi prochain, c'est le Cnapest qui rejoindra la contestation. Le syndicat a opté pour une grève d'une journée renouvelable, ce qui augure d'un mouvement qui risque de s'étaler dans le temps.

Du côté de la tutelle, le chef de cabinet qui s'exprimait hier faisait savoir que les portes du dialogue restaient ouvertes même si aucune invitation officielle n'est parvenue aux syndicats qui, lassés des promesses, se tournent vers le Premier ministre qui, pour le moment, n'a pas donné suite à leur sollicitation.

N. I.

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION EST AFFIRMATIF :

«Toutes les revendications du personnel enseignant sont satisfaites»

Le ministère de l'Education est catégorique : le statut particulier du personnel de l'éducation ne sera pas modifié dans l'immédiat. Selon la tutelle, l'ensemble des revendications du personnel enseignant qui relèvent du secteur de l'éducation sont satisfaites.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir)

- Le département de Baba Ahmed n'exclut pas pour autant définitivement l'option de rouvrir le dossier du statut particulier. Abdelmadjid Hedouas, chef de cabinet au ministère de l'Education nationale qui s'est exprimé, hier, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne III, a affirmé que ce n'est pas le moment de modifier le statut particulier du personnel de l'éducation.

Pour l'invité de la rédaction, «il est inconcevable que ce statut soit modifié sans qu'il soit encore appliqué». Ce statut adopté en 2008 puis modifié en 2012, dit-il, doit d'abord être appliqué, évalué avant de demander une autre modification.

«Nous sommes en train de finaliser l'application de ce statut mais comment voulez-vous modifier une loi tous les deux ans ?», s'interroge le responsable qui a expliqué qu'une demande de modification ne pourra être soumise au gouvernement qu'une fois le statut appliqué.

Selon l'intervenant, le ministre de l'Education nationale a été tout le temps clair en décidant d'appliquer l'actuel statut tel qu'il est.

D'ailleurs, poursuit-il, plusieurs points soulevés dans la plateforme des revendications des syndicats ont été satisfaits dans le cadre de l'application de ce statut, qu'il s'agit, cite-t-il, du volet lié au classement, au glissement

des carrières ou aux dispositions de formation qui ont été réduites de trois ans à une année.

C'est aussi, dit-il, dans le cadre du même statut qu'il a été créé l'organisation des concours et des examens professionnels qui permettront aux enseignants d'accéder à des grades supérieurs.

Le dossier intersectoriel de la médecine du travail, rassure-t-il, a été entamé avec les ministères de la Santé et du Travail pour ouvrir un centre dans chaque wilaya. Le problème des PTLT, anciens professeurs de l'enseignement technique a également été réglé, selon le chef de cabinet qui a souligné qu'ils suivront une formation pour qu'ils deviennent

des professeurs de l'enseignement secondaire. Concernant le dossier du logement de fonction, l'invité de la radio a rappelé que le ministre de tutelle a déjà demandé aux walis de 14 wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud de réserver des quotas aux enseignants et un écrit a été envoyé au ministre de l'Habitat pour prévoir également un quota parmi les différentes formules existantes en faveur du personnel enseignant.

M. Hedouas a aussi souligné que la revendication relative à la prise en considération de l'ancienneté antérieure pour accéder au grade de professeur principal et professeur de formation est acquise et sera concrétisée sur le terrain au plus tard au mois d'avril prochain.

L'invité de la rédaction qui avance un taux de suivi de la grève de 10,90 % entre le personnel enseignant et les corps



Abdellatif Baba Ahmed.

communs a affirmé que l'ensemble des revendications socio-professionnelles du personnel du

secteur qui relève du ministère de l'Education ont été satisfaites.

S. A.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le turc sera enseigné à Alger II

Désormais, les étudiants pourront s'inscrire au département de turcologie de l'Université Alger 2. La structure a été inaugurée hier, et accueille déjà plus de 80 étudiants à l'annexe de Béni-Messous.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le recteur de l'Université Alger 2, Hamidi Khemici, a annoncé hier que l'initiative n'est que le début d'autres rendez-vous culturels et scientifiques entre les deux pays. La nouvelle spécialité, qui connaît déjà un important engouement, sera proposée aux étudiants à l'Université Alger 2 au niveau de l'annexe de Béni-Messous.

Le département en question sera animé par dix enseignants, dont cinq de nationalité turque. Lors de l'inauguration de l'infrastructure, le recteur de l'Université Alger 2 a précisé qu'il s'agissait d'une première du genre. Il évoquera aussi une rencontre historique, tout en évoquant l'histoire commune entre les deux pays.

Le recteur dira que les étudiants et enseignants algériens expriment de plus en plus souvent un besoin de se rendre en Turquie et plus particulièrement à Istanbul, pour consulter les manuscrits de ce pays.

Il rappellera que la Turquie a réussi à concilier son histoire avec la civilisation moderne

tout en notant la volonté de ce pays à faire apprendre sa langue à travers le monde.

La formation en langue donnera aussi la possibilité, selon les intervenants, d'accéder à l'étude des archives. Ceci alors qu'une bibliothèque a été inaugurée au niveau du département.

L'ouverture de la classe, ont-ils rappelé, permettra aussi de renforcer la coopération entre les universités et instituts algériens et turques. Les responsables du département diront aussi que le nombre d'étudiants devrait augmenter au vue de l'engouement qu'a suscitée cette spécialité dès son lancement.

F-Z. B.